Le Moyen-Orient en manque d'intégration régionale : perspectives de mobilisations transnationales à partir de l'eau et du pétrole

Jean-François Drevet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/13506>

DOI : 10.4000/echogeo.13506

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Jean-François Drevet, « Le Moyen-Orient en manque d'intégration régionale : perspectives de mobilisations transnationales à partir de l'eau et du pétrole », *EchoGéo* [En ligne], 25 | 2013, mis en ligne le 10 octobre 2013, consulté le 10 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13506> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.13506>

Ce document a été généré automatiquement le 10 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Le Moyen-Orient en manque d'intégration régionale : perspectives de mobilisations transnationales à partir de l'eau et du pétrole

Jean-François Drevet

Introduction

- 1 La géographie du Moyen-Orient présente de nombreux traits communs (milieu physique, extension de la langue arabe et de l'islam), qui auraient pu faciliter l'émergence d'organisations transnationales ou communautaires. Il y a eu de nombreuses tentatives : la Ligue arabe a été créée en 1945, avant le Conseil de l'Europe (1949) et la Communauté européenne (1950-1958) ; les pays arabes ont connu des unions éphémères, dont une effective, la République arabe unie, entre l'Égypte et la Syrie de 1958 à 1961.
- 2 Cependant, en termes de coopération sinon d'intégration régionale, le bilan du demi-siècle écoulé est très réduit. Il n'existe pas d'organisation internationale associant tous les pays de la région. Si la Ligue arabe regroupe la majorité d'entre eux, elle ne parvient pas à éviter les conflits. Le pacte de défense collective signé en 1952 n'a jamais fonctionné. Les sommets de périodicité variable n'ont pas empêché plusieurs affrontements armés. Quand elle a pris des décisions, la Ligue n'a pas eu le poids nécessaire pour les imposer à tous.
- 3 Dans la sphère économique, un « conseil de l'unité économique arabe » a bien été créé en 1957, mais la « grande zone arabe de libre-échange » n'a vu le jour qu'en 2005 et elle progresse lentement, comme les travaux des agences spécialisées (travail, Postes, télécommunications).

- 4 En fait, à la différence d'autres régions du monde (Amérique latine, Asie, Europe), qui ont signé des accords de coopération régionale et qui se sont dotées d'institutions transnationales, bien peu a été fait pour développer les relations de voisinage, qui restent dominées par la méfiance, sinon l'hostilité¹. Entre beaucoup de ces pays, la circulation des personnes et des marchandises est limitée par d'innombrables obstacles politiques et techniques, comme le montre par exemple le traitement réservé aux travailleurs immigrés dans les pays pétroliers.
- 5 Cette absence de transnationalité rend plus coûteux et plus difficile le développement de la région, qui a déjà bien d'autres handicaps. Elle est pour beaucoup dans l'accroissement des écarts entre les nantis et les autres, les « *have* » et les « *have not* » et contribue à alimenter des conflits déjà très nombreux.
- 6 Comme il est illusoire, compte tenu des tensions qui existent actuellement, d'imaginer la mise en place d'une organisation commune avec un large champ d'action, peut-on envisager de développer la coopération sur des questions techniques d'intérêt commun ? Nous avons tenté de mettre en évidence l'intérêt d'une ouverture aux échanges et l'existence de potentialités de coopération dans deux secteurs stratégiques, l'eau et le pétrole, où les complémentarités sont plus importantes qu'ailleurs.
- 7 Du fait de l'agrégation des statistiques au niveau de différents groupements d'États et de l'importance des écarts entre les pays, les moyennes disponibles sont peu significatives. Car le Moyen-Orient n'a pas de définition géographique stable : il inclut un nombre variable de pays d'Asie occidentale et une partie du bassin nilotique (avec l'Égypte, parfois le Soudan² et même des pays de la corne de l'Afrique). Il est souvent associé avec le Maghreb : la Banque mondiale utilise le groupement MENA (*Middle East & North Africa*)³. Le PNUD regroupe les pays arabes dans ses analyses⁴ sans inclure tous les membres de la Ligue⁵. Faute de mieux, nous avons utilisé les groupements existants, notamment le MENA, tout en incluant, chaque fois que c'était nécessaire pour la présentation, la Turquie, Israël et Chypre, qui font géographiquement partie de la région tout en ayant d'autres rattachements politiques.

De très fortes inégalités géographiques

La pénurie d'eau

- 8 Dans la région la plus aride du monde, 85 % des 10 millions de km² des 22 pays arabes⁶ reçoivent moins de 300 mm d'eau/an⁷ et 15 d'entre eux disposent de moins de 1 000m³/h/an, seuil classiquement considéré comme minimal pour éviter les pénuries.
- 9 Comme ailleurs, la nature a inégalement réparti les ressources naturelles. Les pays arabes disposent d'un total annuel de 263 km³ d'eau douce renouvelable⁸, dont 65 % en partage entre deux pays au moins. La Turquie (69,5 km³) et l'Iran (128,5 km³) sont mieux pourvus, à la différence d'Israël (1 km³) et de Chypre (0,78 km³) (Lamaddalena, 2006). Les bassins fluviaux sont traversés par de nombreuses frontières : c'est le cas du Nil, du Tigre et de l'Euphrate et même du Jourdain et de l'Oronte, en dépit de leur taille restreinte.
- 10 Comme chacun l'a appris à l'école, l'Égypte est un « *don du Nil* » : à l'exception des ressources souterraines et de quelques pluies sur le littoral, ses 84 km³ proviennent en

quasi-totalité d'Éthiopie via le Nil bleu (48 km³), l'Atbara (12 km³) et pour le Nil blanc (24 km³) de l'Afrique orientale.

- 11 Si le Liban dispose de la totalité du bassin du Litani (0,7 km³), il ne possède que les sources de l'Oronte (2,5 km³), qui traverse ensuite la Syrie et se jette dans la mer en Turquie. Les eaux du Jourdain proviennent de trois sources : le Hasbani (0,157 km³), le Dan (0,260 km³) et le Banias (0,160 km³) en Syrie et au Liban. Il sert de frontière entre Israël et la Palestine d'une part et la Jordanie d'autre part avant de se jeter dans la mer Morte. Avec l'apport du Yarmouk, il représentait, avant les prélèvements des pays riverains, un volume d'eau total de 1,88 km³, à 77 % originaire des pays arabes et à 23 % d'Israël (dans les limites de 1967). En Mésopotamie, la Turquie apporte 60 % des eaux des deux fleuves, ce qui la met en position de force vis-à-vis de l'Irak (36 %) et de la Syrie (seulement 4 %), pour qui l'Euphrate représente 86 % de ses ressources en eau.

Tableau 1 - Les apports en eau des bassins du Tigre et de l'Euphrate

	Turquie		Syrie		Irak		Total
	km ³	%	km ³	%	km ³	%	
Euphrate	31,6	90,3	3,4	9,7	0,0	0,0	35,0
Tigre	21,3	40,4	0,0	0,0	31,4	59,6	52,7
Total	52,9	60,3	3,4	3,9	31,4	35,8	87,7

Source : Majzoub T., 1994. *Les Fleuves du Moyen-Orient, situation et prospective juridico-politiques*.

- 12 La rareté de la ressource a entraîné sa surexploitation, notamment au cours de la deuxième moitié du 20^e siècle. La mauvaise qualité des relations internationales accentue le « *chacun pour soi* » (c'est-à-dire les prélèvements inconsidérés), éventuellement les « *guerres de l'eau* » où s'affrontent les pays riverains. Sept pays de la région (ceux qui sont déficitaires en eau ou dépendants de leurs voisins) ont ratifié la convention des Nations unies sur l'utilisation des cours d'eau non navigables établie en 1997⁹. En revanche, les pays excédentaires (Éthiopie, Turquie) ne l'ont pas signée. Il existe aussi quelques accords bilatéraux, mais assez rarement respectés.
- 13 En fait, ont longtemps dominé les « *mauvaises pratiques* » : refus d'échanger des informations et de conclure des accords de partage, menaces de guerre, y compris de bombardement des barrages (l'Irak contre la Syrie en 1975, l'Irak contre la Turquie en 1991). Aussi longtemps que les barrages ont été prioritairement destinés à la production d'électricité, les disputes se sont limitées aux périodes de remplissage des lacs de retenue. Depuis le lancement de périmètres d'irrigation, elles ont une plus grande ampleur.
- 14 Après avoir subi le détournement par la Turquie des eaux du Kueik (la rivière qui alimentait autrefois Alep), la Syrie s'est vengée sur l'Oronte, dont elle contrôle le cours moyen, la Turquie n'ayant que la partie aval, où la plaine de l'Amik ne reçoit plus qu'une eau insuffisante et polluée. Mais Damas refuse de discuter de cette question avec Ankara, puisque la Syrie n'a jamais reconnu l'annexion par la Turquie de la province du Hatay¹⁰, que traverse l'Oronte avant de se jeter dans la Méditerranée. En 1994, la Syrie a

profité de sa position dominante au Liban pour lui imposer un accord de partage inégal des eaux de l'Oronte, qui ne lui laisse que 19 % de l'eau qui provient de son territoire (80 millions de m³ sur 420).

- 15 Avec la construction de barrages sur l'Euphrate, notamment avec le projet GAP¹¹, les conflits se sont multipliés. En 1975, la Syrie a rempli le barrage de Tabqa sans se soucier de la baisse du débit en Irak, qui n'a reçu que 9 km³/an au lieu de 28. En 1990, c'est la Turquie qui a « coupé l'eau » à ses voisins du sud pour remplir le lac de retenue du barrage Atatürk (817 km², 49 km³), réduisant le débit à la frontière à 300-350 m³/s (moyenne annuelle 1 100 m³/s).
- 16 Face à l'accroissement de la consommation d'eau de son voisin du nord, et pour ne pas avoir à se battre sur deux fronts, Damas s'est engagée en 1989 à laisser passer vers l'Irak 58 % des eaux de l'Euphrate reçues de la Turquie. La Syrie et Irak demandent un accord de répartition des eaux du Tigre et de l'Euphrate que la Turquie n'est pas prête à signer¹², car elle ne veut pas discuter de la propriété des eaux. Elle estime que le partage doit se faire sur la base des « ressources créées »¹³, ce qui lui garantit la plus grosse part. Le démarrage des travaux d'aménagement du haut Tigre est de nature à apporter les mêmes problèmes qu'avec l'Euphrate. Une fois le projet GAP terminé, le débit annuel de l'Euphrate passera de 30 à 16 km³, celui du Tigre de 16 à 5 km³. De plus, la qualité de l'eau va se dégrader, à cause de l'augmentation prévisible des teneurs en pesticides, engrais et sels.
- 17 Or ces ressources sont en diminution, avec des pénuries probables vers 2030-2050. Dans les pays arabes, selon un rapport de la Banque mondiale de 2006, si on prolonge les tendances écologiques et démographiques actuelles, les ressources moyennes, actuellement de 1 100 m³/h/an descendront à environ 550 m³ vers 2050 (à comparer avec les 4 000 m³ disponibles par habitant et par an en 1950).
- 18 En outre, le Moyen-Orient est particulièrement vulnérable au changement climatique, directement par la baisse des précipitations (qui entraînerait une réduction de 20 à 30 % du ruissellement) et indirectement par celle de « châteaux d'eau » extérieurs à la région (Taurus-Zagros et Ethiopie).
- 19 Le déficit en eau étant destiné à s'accroître de 28 km³ en 2000 à 75 en 2030, il est grand temps de se donner les moyens nécessaires pour rationaliser l'utilisation des ressources disponibles, ce qui implique la fin des « mauvaises pratiques » et un effort de coopération sans précédent.

La répartition des hydrocarbures

- 20 Si on manque d'eau, on ne risque pas de manquer de pétrole, car le « pays de l'or noir » continue de recéler des réserves abondantes. Comme ailleurs, les pays qui disposent de la ressource ne sont pas disposés à la partager. Mais les conséquences y sont plus graves, tant les écarts de revenus sont importants.
- 21 Si le pétrole est connu depuis l'Antiquité, c'est seulement depuis le début du 20^e siècle qu'il a pris une grande importance économique. Au Moyen-Orient, la géologie est exceptionnellement favorable dans l'avant-pays des Zagros (plaine mésopotamienne et Golfe persique), où la structure anticlinale a multiplié les « pièges à pétrole », des dômes qui ont capté des réservoirs géants, d'extraction facile et bon marché (moins de 3 \$ le baril en Irak du sud et en Arabie saoudite contre 11 \$ en mer du Nord, 12 \$ en Russie).

- 22 La production actuelle atteint le tiers de celle du globe. Les données concernant les réserves sont moins fiables, mais on s'accorde à les compter pour au moins la moitié du total mondial. D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), une croissance de la production est encore possible, notamment en Irak (AIE, 2012), qui passerait de 150 Mt (2012) à 415 vers 2035.
- 23 En moyenne, l'apport des exportations de pétrole au niveau de l'ensemble de la région est d'environ 2600 \$/h/an, ce qui fournit en principe une bonne base de développement à ses 361 millions d'habitants. Mais la moitié de cette population, 180 millions d'habitants, réside dans des pays qui ont très peu ou pas du tout de pétrole.
- 24 Il se trouve qu'une partie de cette zone, presque totalement aride, était à peu près vide. La mise en exploitation des gisements a donc apporté des revenus énormes à des États initialement sans ressources et donc très faiblement peuplés : les pays du CCG¹⁴ reçoivent 68,5 % des recettes pétrolières, alors qu'ils ne comptent que pour 11,6 % de la population, soit 53 000 \$/h au Qatar, 19 à 24 000 \$/h au Kuwait et dans les Émirats, plus de 10 000 \$/h en Arabie saoudite et à Bahrein. Nulle part dans le monde une population aussi réduite (surtout si on ne prend en compte que les autochtones) n'a bénéficié d'une aussi forte augmentation de ses revenus.

Tableau 2 - Les recettes pétrolières

moyenne 2010-2013	en milliards de US\$	en % de la région	en US\$/ habitant
Algérie	67,356	7,1	1 858
Bahrein	14,162	1,5	12 391
Égypte	10,271	1,1	126
Iran*	85,099	9,0	1 127
Irak	80,960	8,6	2 421
Kuwait	91,303	9,7	24 353
Lybie	43,652	4,6	6 587
Oman	32,455	3,4	10 336
Quatar	95,509	10,1	52 794
Arabie saoudite	306,839	32,5	10 738
Syrie (2010)	5,013	0,5	59
Tunisie	2,650	0,3	247
Émirats arabes unis	105,946	11,2	19 338

Yémen	6,381	0,7	251
-------	-------	-----	-----

*La moyenne 2010-2013 masque une forte réduction des recettes « officielles » sous l'effet des sanctions, mais celles-ci ne sont qu'en partie respectées par les pays voisins, notamment la Turquie, qui importe de l'or pour payer ses achats de pétrole iranien.

Source : FMI.

- 25 On ne fera pas ici la liste de toutes les manières défectueuses d'utiliser la rente pétrolière : si la nature n'a pas bien fait les choses en localisant les gisements loin de la population, les gouvernements ne se sont pas souciés de faire bon usage d'une ressource pourtant hautement valorisée.
- 26 Autour du Golfe, on ne compte plus les constructions et les projets agricoles ou industriels sans rentabilité. On ne citera que le projet saoudien de cité financière à Riyadh, quasiment vide (*The Economist*, 2013), en dépit d'une dépense de 7 à 10 milliards de \$ (soit le montant du projet de réalimentation de la mer Morte cité plus loin).

Tableau 3 - Importance des dépenses militaires

Dépenses militaires en 2012	en millions de US\$	en % du PIB
Algérie	9 325	4,5
Bahrein	953	3,5
Égypte	4 376	1,7
Iran	NC	NC
Irak	6 054	2,7
Jordanie	1 448	4,6
Kuwait	6 021	3,3
Liban	1 735	4,1
Libye	2 987	3,2
Maroc	3 402	3,5
Oman	6 714	8,4
Qatar	NC	NC
Arabie saoudite	5 6724	8,9
Syrie (2010)	2 500	4,1
Tunisie	709	1,6
Émirats arabes unis (2011)	1 9166	5,4

Yémen	1 439	4,0
-------	-------	-----

Source : SIPRI Yearbook¹⁵.

- 27 L'abondance des recettes pétrolières encourage la course aux armements, qui ne s'explique pas seulement par le conflit avec Israël. Le budget militaire de l'Arabie saoudite est depuis trois décennies presque aussi élevé que celui de la France (58 milliards de \$ en 2012 au lieu de 59), soit 8,4 % du PIB, plus qu'en Israël (6,2 %). Les dépenses des pays pétroliers stimulent celles des autres : le Maroc ne veut pas trop se distancer de l'Algérie, bien qu'il n'ait pas de pétrole pour solder ses achats. Pour autant qu'on puisse les calculer (le SIPRI ne donne pas d'information concernant l'Iran), les dépenses militaires globales se situeraient au moins à 3,5 % du PIB de la région, nettement au-dessus de la moyenne mondiale (environ 2,5 %).
- 28 Par ailleurs, le gaspillage est généralisé : l'Arabie saoudite brûle autant d'énergie que l'Allemagne, bien plus peuplée et industrialisée. Les pays du CCG consomment en moyenne 7,5 tonnes d'équivalent pétrole par habitant (tep/h), bien plus que la France (4 t). En revanche, les pays non pétroliers ont des quotas par habitant très bas, comme le Yémen (300 kg/h/an).
- 29 L'importance des dépenses improductives est une perte de capacité d'investissement pour l'ensemble de la région. Alors que la croissance démographique et l'urbanisation ont généré d'importants besoins d'équipements collectifs, les pays les plus peuplés ne parviennent pas à les financer et les pays pétroliers ne les aident pas beaucoup à le faire.
- 30 En effet, les flux en provenance des pays du CCG ne sont pas d'une générosité excessive. D'après le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, les fonds arabes ont alloué 1 180 M\$ (moyenne 2010-2011) aux autres pays arabes, à comparer avec ce qu'apportent les États-Unis (1 164 M\$) et l'UE avec ses États membres (3 733 M\$). D'autres pays de la région, comme la Turquie, qui n'a pourtant pas de pétrole, ont commencé à verser des aides¹⁶.
- 31 Il n'est pas difficile d'estimer qu'on aurait pu faire mieux avec une programmation plus régulière des aides et des flux, sur lesquels les pays du Golfe ont toujours refusé de s'engager.

L'exploitation de la main-d'œuvre immigrée

- 32 En fait, les transferts financiers les plus importants entre pays pétroliers et non pétroliers correspondent aux 20 à 25 milliards de \$ que les travailleurs immigrés dans les pays du Golfe envoient vers leurs pays d'origine. Ce qui pourrait être un instrument de développement est en réalité, du fait du fonctionnement discriminatoire du marché de l'emploi dans les pays pétroliers, un autre exemple de mauvaises pratiques.

Tableau 4 : ressources apportées par les migrants dans les pays de départ en 2010

pays de départ	émigrants (1000h)	transferts MUS\$ 2010
----------------	----------------------	--------------------------

Maroc	3016,6	6 447
Algérie	1211,1	2 031
Tunisie	651,6	1 960
Egypte	3739,1	7 681
Palestine	3013,7	1 307
Jordanie	733,6	3 789
Liban (2009)	664,1	5 749
Syrie	944,6	1 407
Yémen	1134,7	1 471

Source : Banque mondiale, *Migration and Remittances factbook 2011*.

- 33 Les ressources financières envoyées dans leur pays d'origine par les migrants représentent environ 3 % du PIB global des pays arabes. Les comparaisons sont difficiles en raison des écarts entre les données des pays d'immigration (autour de 3 000 \$ transférés par migrant) et celles des pays d'émigration (où la moyenne serait plus proche de 2 000 \$). Ceci n'est pas surprenant, puisque une partie importante des sommes transférées donne lieu à des compensations¹⁷ et ne passe pas par les circuits officiels.
- 34 Depuis la mise en exploitation du pétrole, la région MENA a connu une forte croissance des migrations pour le travail. D'après la Banque mondiale, il y avait en 2010 18,1 millions de migrants, dont un peu moins d'un tiers (31,5 %) originaires de l'intérieur de la zone : près de 6 millions de travailleurs originaires des pays arabes résident dans les pays exportateurs de pétrole. Ils sont représentés à tous les niveaux de qualification. La communauté de langue et le faible niveau d'éducation des autochtones leur a longtemps permis de jouer un rôle important dans l'administration et les secteurs de la santé et de l'éducation. Ils sont en grande majorité originaires d'Égypte (où 79,8 % des migrants vont dans les autres pays arabes), de Palestine et de Jordanie, beaucoup moins du Liban (20,4 %) et du Maghreb (6,2 pour l'Algérie, 8,5 pour le Maroc et 14,0 % pour la Tunisie), dont les travailleurs préfèrent aller dans les pays européens où ils sont mieux payés et mieux considérés.

Tableau 5- Les migrants dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG)

Données de 2010	Total des migrants (1000h)	En % de la population totale	Migrants originaires des pays arabes (en % des migrants)
Bahreïn	315	39,1	12,4
Kuwait	2 098	68,8	31,0
Oman	826	28,4	5,6

Qatar	1 305	86,5	40,1
Arabie saoudite	7 289	27,8	31,2
Émirats arabes unis	3 293	70,0	8,7
Total	1 5126	38,6	15,6

Source : *International labour migration and employment in the Arab Region : Origins, consequences and the way forward* (Thematic paper ILO, Beyrouth 19-21 octobre 2009).

- 35 Faiblement qualifiés et pas toujours motivés, les nationaux des pays du CCG occupent des emplois souvent factices dans la fonction publique (l'État emploie 90 % des nationaux au Qatar et au Kuwait). Bien que ces opportunités soient en déclin (en Arabie, 30 % des jeunes Saoudiens de moins de 25 ans sont au chômage), l'administration continue d'offrir des salaires beaucoup plus élevés que dans le privé : dans les Émirats, 5 500 \$/mois contre 700 \$/mois¹⁸.
- 36 Pour les immigrés, les salaires sont bas (à Bahrein, un étranger gagne en moyenne le tiers d'un autochtone) et les droits limités par le système du *kafala* (*sponsorship*) qui restreint les possibilités de déplacement et de revendication des migrants. Les abus sont fréquents, notamment vis-à-vis des femmes du secteur domestique (non couvert par les lois sociales, pour autant qu'elles s'appliquent aux étrangers), comme en témoignent de nombreux articles dans la presse des pays d'origine (Sri Lanka, Inde, Philippines).
- 37 En dépit du rôle essentiel qu'ils occupent (dans les pays du CCG, les étrangers forment les deux tiers de la population active et dominent le secteur marchand), les politiques suivies ont pour principal objectif de décourager l'installation définitive des migrants. En dépit de leur rhétorique panarabe et panislamique, les pays pétroliers (membres du CCG et Libye¹⁹) discriminent leurs voisins. Ils favorisent les originaires des pays asiatiques plutôt que les immigrants arabophones, supposés plus enclins à se sédentariser et à revendiquer.
- 38 En conséquence, les ressortissants des pays arabes, qui représentaient 72 % des immigrants en 1975, ne comptent plus que pour 15,6 % en 2008. Ils ont plus souffert que d'autres des évictions brutales : en 1991, le Kuwait expulse 443 000 Palestiniens et l'Arabie saoudite environ 1 million de Yéménites pour punir l'Autorité palestinienne et le Yémen d'avoir pris le parti de Saddam Hussein dans la première guerre du Golfe. Beaucoup d'entre eux sont maintenant menacés par les politiques de réservation des emplois aux nationaux²⁰, notamment dans le secteur public.
- 39 Si une plus grande proportion de main-d'œuvre arabe était employée par les pays pétroliers, le volume total des transferts pourrait être beaucoup plus important. Si un minimum de lois sociales était appliqué dans ces pays, les revenus par migrant pourraient augmenter, ce qui améliorerait ceux d'une plus grande partie de la population des pays de départ.

Quelques exemples de mobilisation transnationale

- 40 À la différence d'autres régions du monde (Asie, Amérique latine et même Afrique), le Moyen-Orient tarde à développer les mécanismes d'intégration économique qui ont fait leurs preuves ailleurs. En dépit des tensions politiques, un certain nombre de dossiers techniques pourraient progresser et apporter à la région un supplément de prospérité dont certains pays ont le plus grand besoin.
- 41 Nous nous sommes ici limités à trois aspects, ouvrant un large champ de coopération transnationale :
- l'ouverture des frontières : le fonctionnement normal des relations transfrontalières est un préalable à une intensification des relations commerciales, elle-même dépendante d'un processus de réduction des obstacles aux échanges. À ce titre, le Moyen-Orient part de très loin ;
 - l'exploitation des complémentarités dans la gestion des ressources en eau, afin de faire face aux pénuries qui s'annoncent ;
 - un minimum de coordination dans la construction des réseaux de transport des hydrocarbures.

Ouvrir les frontières

- 42 Si les États du Moyen-Orient manquent de cohésion, qu'il n'existe pas d'État-nation (Obaid, 2013) et que l'imbrication des divisions linguistiques et religieuses a créé des constructions politiques complexes et instables, l'ensemble de ces contraintes ne constitue pas une explication suffisante. On doit aussi constater que la volonté d'isolement des gouvernements a accentué l'inefficacité des politiques de développement.
- 43 Les frontières (Yérasimos, 1986) ont été fixées après la guerre de 1914-1918, et précisées ensuite par des traités bilatéraux, notamment à l'intérieur de la péninsule arabique. Elles restent indéterminées en Palestine, entre Israël et le futur État arabe. Jugées artificielles²¹, elles ont été contestées, mais pas aussi souvent modifiées que dans d'autres régions du monde (Foucher, 1991). Afin d'exploiter le pétrole et le gaz offshore, des accords de délimitation des zones maritimes exclusives (ZEE) ont été conclus, bien que plusieurs pays n'aient pas signé (la Turquie, Israël, la Syrie) ou pas ratifié (les Émirats, l'Iran, la Libye) la Convention des Nations unies sur le droit de la mer²².
- 44 Surtout, les pays de la région n'ont pas su créer de bonnes relations de voisinage, le demi-siècle écoulé ayant même connu une multiplication des conflits armés. Il en résulte un mode de gestion assez conflictuel des frontières, de la fermeture presque totale à des situations apparemment normalisées, mais encore très restrictives.
- 45 Entre Israël et ses voisins jusqu'à la signature des traités de paix avec l'Égypte et la Jordanie, entre l'URSS, la Turquie et l'Iran jusqu'à la fin des années 1990 et entre l'Arménie et la Turquie depuis 1993, la fermeture est totale. On peut y ajouter la construction d'un mur entre Israël et la Cisjordanie et la « ligne verte²³ » de Chypre depuis 1974, qui subsiste en dépit de son ouverture partielle depuis 2003.
- 46 D'autres connaissent de fortes limitations de circulation : entre le Maroc et l'Algérie, l'Irak et l'Iran, l'Arabie saoudite et ses voisins, sans compter les effets de la non-reconnaissance : le refus de la Turquie d'ouvrir son espace aérien et maritime aux

avions et aux navires chypriotes, le boycott d'Israël par une majorité de pays arabes (en déclin, mais encore suffisamment pratiqué pour être un obstacle aux échanges²⁴).

- 47 Avant 1914, l'empire ottoman, qui couvrait la plus grande partie de la région, formait un espace économique ouvert²⁵, bien que faiblement développé. Les États successeurs de l'empire ont fortement accru leurs tarifs douaniers (de 13 à 46 % pour la Turquie kémaliste). Alors qu'une certaine liberté de circulation avait subsisté entre les deux guerres, les indépendances ont donné le signal d'un développement systématique du protectionnisme et des obstacles aux mouvements des capitaux (contrôle des changes) et des personnes (obligation de visa). On a aussi assisté à une élévation des barrières douanières pour accroître les revenus des États.
- 48 Des progrès ont été effectués au cours des dernières années, notamment grâce aux adhésions à l'OMC, mais elles sont encore en projet pour 8 pays groupant près de la moitié de la population de la région (Algérie, Iran, Irak, Liban, Syrie, Libye, Soudan, Yémen).
- 49 En dépit des engagements pris, beaucoup reste à concrétiser, notamment l'application des systèmes de préférences et la mise au point des procédures (fixation des règles d'origine, système de règlement des différends, péréquation des recettes douanières, tarif extérieur commun); avant de déboucher sur le « *marché commun arabe* » dont on parle depuis des décennies.

Tableau 6 - Les pays du Moyen-Orient et l'OMC

	Date d'adhésion à l'OMC	Moyenne des droits appliqués en 2011 (%)
Libye	observateur	
Égypte	1995	16,8
Jordanie	2000	10,0
Israël-Palestine	1995	
Liban	observateur	6,3
Syrie	observateur	
Irak	observateur	
Iran	observateur	26,6
Arabie saoudite	2005	4,9
Kuwait	1995	4,7
Bahrein	1995	5,1
Qatar	1996	5,1
Émirats arabes unis	1996	4,9

Oman	2000	
Yémen	observateur	7,1
Turquie	1995	9,6
Chypre (tarif UE)	1995	5,3

Source : OMC, *Rapport sur le commerce mondial en 2012*.

- 50 En 2012, en dépit des nombreux accords signés au cours des années précédentes, le commerce interarabe n'a pas dépassé 10 % des échanges²⁶, essentiellement entre pays voisins. Depuis le lancement du processus de Barcelone en 1995²⁷, les documents communautaires soulignent la nécessité pour les PSEM²⁸ de développer leur commerce, non seulement avec l'UE mais aussi entre eux. Cependant, l'objectif fixé à l'époque d'atteindre le libre échange en 2010 n'a pas été atteint. Seuls les accords d'Agadir (entre la Tunisie, le Maroc et la Jordanie, ultérieurement avec l'Egypte) sont allés dans cette direction, mais avec des résultats limités (voir tableau ci-dessus). En principe, ces accords devraient s'étendre aux 22 pays arabes en 2015, mais leur mise en œuvre piétine.
- 51 Ce résultat contraste avec celui des grandes zones commerciales des autres continents, où au moins 50 % des échanges s'effectuent entre pays de la même zone. À ce titre, le MENA est au dernier rang, derrière l'Afrique subsaharienne. Cette faiblesse découle des stratégies de développement prétendument autocentrées et de la priorité à l'import-substitution qui ont surprotégé les industries locales. Par ailleurs, les pays qui tiraient une grande partie de leurs revenus des droits de douane n'ont pas voulu les réduire. Plus récemment, les bureaucraties locales ont développé d'innombrables obstacles non-tarifaires, qui rendent les échanges très difficiles, sans pour autant stimuler la production locale. Seuls les pays du CCG ont libéré leurs importations, essentiellement pour favoriser la consommation. Mais ils protègent fortement le peu qu'ils produisent (l'Arabie saoudite frappe ainsi les importations de dattes d'un droit de 40 %).
- 52 Les avantages d'une politique de libéralisation des échanges sont pourtant bien connus. Ils ont fait l'objet de nombreux accords de principe, qui tardent à se concrétiser. Des progrès rapides sont possibles, comme en témoigne l'évolution des échanges entre la Turquie et le Moyen-Orient, qui sont passés de 8 à 26 % des exportations turques de 2002 à 2012.

Gérer en commun les ressources en eau

- 53 Au lieu de pousser à la multiplication des conflits, la pénurie d'eau pourrait être un stimulant à la coopération, notamment dans les bassins transnationaux, comme celui du Jourdain et de la Mésopotamie, où les complémentarités sont particulièrement importantes.
- 54 La course au pompage des pays riverains du Jourdain a réduit fortement le débit du fleuve, qui n'apporte presque plus d'eau à la mer Morte. Celle-ci a perdu un tiers de sa superficie (de 950 à 637 km²), son niveau étant descendu de 29 m (1 m de perte par an). L'évolution est moins spectaculaire que pour la mer d'Aral, mais son terme ne fait pas

de doute. Depuis longtemps, les experts préconisent de rétablir le niveau par des transferts en provenance de la Méditerranée ou de la mer Rouge.

- 55 La Banque mondiale vient de proposer de le faire à partir du golfe d'Aqaba, en acheminant 2 km³/an vers la mer Morte par un canal de 180 km et en turbinant l'énergie produite par une dénivellation de 423 m. Bien qu'il comporte quelques risques environnementaux, le projet produira assez d'électricité pour dessaler 0,85 km³ d'eau et permettra à la mer Morte de retrouver son niveau d'antan.
- 56 À l'évidence, le projet est dans l'intérêt des trois pays riverains (Israël, la Palestine et la Jordanie). Pour le Moyen-Orient pris globalement, son coût (7,78 milliards d'€) ne devrait pas être un obstacle. Il l'est cependant dans une géographie politique morcelée, où le pays qui a le plus besoin d'eau (la Jordanie est le quatrième pays le plus pauvre en eau de la planète) a les ressources financières les plus réduites, sans compter les incidences du conflit israélo-arabe.
- 57 À la différence du Nil, les eaux du Tigre et de l'Euphrate ne sont pas utilisables de manière naturelle : les écarts de débit suivant les années doivent être compensés par des barrages réservoirs. Les crues interviennent en hiver et au printemps, ce qui ne correspond pas aux besoins de l'agriculture et le limon n'est pas aussi fertile qu'en Égypte.
- 58 Les complémentarités d'un aménagement concerté de l'ensemble d'un bassin de 884 000 km² sont nombreuses. Les pays situés en aval n'ont pas les moyens de se protéger des crues ni de stocker l'eau²⁹. Non seulement les barrages réservoirs construits dans les montagnes ont une plus grande capacité de stockage et une moindre évaporation, mais ils assurent la régularisation du débit et produisent davantage d'électricité. Les travaux en cours en Turquie auront donc globalement des retombées positives sur la Syrie et l'Irak. D'autres complémentarités sont à développer entre le Tigre et l'Euphrate : si le premier a un débit plus important, il y a plus de terres à irriguer dans le bassin du second et les transferts sont possibles au moyen de canaux de jonction entre les deux fleuves.
- 59 Il faudrait s'accorder sur des quotas de superficies à irriguer : chacun veut se réserver le maximum, alors qu'on a beaucoup exagéré le potentiel³⁰ et qu'il existe d'autres limites (les coûts de production, les débouchés, la protection de l'environnement).
- 60 Si la volonté politique existe, décider d'un plan conjoint d'aménagement et de gestion est techniquement faisable. En 2008, la Turquie, l'Irak et la Syrie ont accepté de relancer le comité trilatéral pour améliorer la gestion des eaux. Les trois pays ont signé un mémorandum en septembre 2009 pour renforcer les échanges d'information et pour installer des stations de calcul des débits des deux fleuves. C'est un bon début mais il reste à définir des quotas d'utilisation des eaux, des normes de qualité (éviter les pollutions actuelles, réduire la teneur des eaux en pesticides, engrais et sels) et de consommation des eaux.
- 61 Des accords de ce type donneraient le bon exemple ailleurs, où existent d'autres opportunités. 90 % de l'eau consommée au Kuwait (0,6 à 1 km³) provient d'une désalinisation coûteuse de l'eau de mer, alors que le pays est à proximité immédiate du Chatt-el-Arab, qui déverse 2 775 m³/s (88 km³/an) dans le Golfe.
- 62 En 1986, Turgut Özal³¹ a proposé aux pays arabes de créer deux grandes conduites d'eau, l'une vers la côte du Levant, l'autre vers le Golfe, alimentées par les surplus inutilisés des fleuves ciliciens, le Seyhan et le Ceyhan³². Elles pourraient fournir les pays

de la côte levantine qui ont un déficit chronique d'eau, aggravé par l'augmentation de la population et l'essor du tourisme (notamment en été, quand les populations sont les plus nombreuses et les ressources les moins abondantes). Le projet n'a pas fait l'objet d'étude de faisabilité précise et n'a pas été accepté par les pays arabes en raison de la forte dépendance qu'il aurait créé vis-à-vis de la Turquie. Il est en cours de réalisation à Chypre : afin de réduire la pénurie d'eau dans la partie qu'elle occupe, la Turquie a entrepris la construction d'un aqueduc sous-marin de plus de 80 km pour transférer 75 millions de m³ depuis Anamur vers un réservoir près de Lapithos.

Coopérer pour construire des infrastructures pétrolières

- 63 La construction des oléoducs a été réalisée pour exporter le pétrole plutôt que de l'utiliser pour les besoins locaux, avec le souci d'éviter les longs parcours terrestres. Le boycott d'Israël a entraîné la fermeture durable des oléoducs expédiant le pétrole du Golfe directement vers la Méditerranée : Kirkuk-Haïfa (dès 1948) et le TAPLINE³³ depuis 1967.
- 64 L'évacuation du pétrole par voie maritime doit s'accommoder des contraintes de franchissement du Canal de Suez (fermé entre 1967 et 1975) et du détroit d'Ormuz (que l'Iran a menacé de couper en cas d'attaque contre ses installations nucléaires). La construction de nouveaux oléoducs ou gazoducs est souvent paralysée par les exclusions des uns ou des autres, qui ont rendu presque inutilisable la façade méditerranéenne, pourtant essentielle au transit.
- 65 L'exemple des récentes découvertes de gaz dans le bassin oriental de la Méditerranée démontre l'importance des surcoûts qu'entraînent les mauvaises relations de voisinage. D'après le service géologique des États-Unis, il y aurait du pétrole et surtout jusqu'à 3 500 milliards de m³ de gaz récupérables³⁴, à partager entre Israël, le Liban, l'Égypte et Chypre. En ce qui concerne cette dernière, une estimation récente table sur 200 milliards de m³ de réserves exploitables sur le seul site d'*Aphrodite*, près des deux gisements israéliens de *Tamar* et de *Leviathan*³⁵. La firme texane *Noble Energy*, impliquée des deux côtés de la limite maritime Israël-Chypre, a démarré les forages du côté chypriote à la fin de 2011. D'autres vont suivre dans les périmètres d'exploitation en cours d'attribution à d'autres compagnies.
- 66 La géographie place ces derniers sans ambiguïté dans les zones économiques exclusives (ZEE) d'Israël et de Chypre, assez loin au sud de l'île. En cas de partition définitive, *Aphrodite* et les autres gisements à découvrir reviendraient donc aux Chypriotes grecs. Cela ne fait pas l'affaire de la Turquie qui, contre toute logique, défend l'indépendance de Chypre-nord et revendique tout de même un accès aux découvertes, au nom de ses protégés chypriotes-turcs.
- 67 Non seulement Chypre et Israël auront de quoi satisfaire leurs besoins énergétiques, mais ils disposeront en plus d'un excédent exportable, qu'il est envisagé de diriger vers l'Europe, via une usine de liquéfaction ou un gazoduc sous-marin qui se raccorderait à la Grèce. Mais ces infrastructures seraient très coûteuses³⁶, compte tenu de la baisse du prix du gaz et de la surcapacité des gazoducs russes qui alimentent l'Europe³⁷. Géographiquement, la solution de bon sens est la construction d'un gazoduc vers la Turquie, que sa forte croissance rend de plus en plus déficitaire en énergie et qui n'a pas beaucoup de chances d'en trouver sur son propre territoire.

- 68 Ainsi se profile une « *win-win solution* », où toutes les parties auraient quelque chose à gagner, en premier lieu la Turquie, principal obstacle au règlement du problème de Chypre et jusqu'à présent persuadée qu'abandonner l'île serait une concession sans contrepartie. Ce pays trouverait alors une ressource complémentaire plus sûre que ce qu'elle reçoit de ses fournisseurs actuels, la Russie et l'Iran. Pour cela, le prix à payer serait relativement modéré : elle devrait évacuer ses troupes et accepter de laisser les deux parties de Chypre négocier librement un règlement politique, en cessant définitivement de se mêler des affaires de l'île. Elle trouverait ainsi à Chypre une bonne occasion d'appliquer l'objectif de son ministre des affaires étrangères Davutoğlu de « *zero problem with neighbours* », qui n'a pas produit de résultat jusqu'à présent.

Conclusion

- 69 Le Moyen-Orient est depuis longtemps une région troublée, qui a tendance à en faire porter la responsabilité à des forces extérieures. Les « *théories du complot* » y ont de nombreux adeptes ; bien que l'argument ait été abondamment utilisé depuis plus de six décennies, une partie de l'opinion est toujours prête à incriminer « *le sionisme international* » et son protecteur américain. En dépit des interférences répétées des grandes puissances et notamment des initiatives catastrophiques de la présidence de GW Bush, il n'est pas inutile de se pencher aussi sur les facteurs d'instabilité propres à la région.
- 70 Contrairement à ce qui est souvent indiqué, le Moyen-Orient a longtemps échappé à la domination étrangère. Il n'a connu qu'une colonisation de courte durée et pour quelques pays seulement³⁸, rien de comparable à l'Amérique latine (trois siècles), à l'Inde (deux siècles) ou même à l'Afrique noire. En fait, les puissances extérieures à la région n'ont exercé qu'une influence indirecte, qui a régulièrement décliné depuis l'époque où la « *question d'Orient*³⁹ » ou le « *grand jeu*⁴⁰ » hantaient les chancelleries.
- 71 Aucune région du monde n'a eu autant de latitude pour augmenter le prix de ses matières premières et importer tout ce qui était nécessaire à son développement. Aucune autre région n'a bénéficié d'un flux de capitaux aussi important et n'en a fait un aussi piètre usage, ce qui promet des jours difficiles si l'essor des gaz de schiste fait durablement baisser le prix du pétrole.
- 72 Il faut bien reconnaître que les politiques suivies par les gouvernements, notamment les mauvaises relations de voisinage, sont pour quelque chose dans les difficultés observées. Les uns refusent de partager l'eau, les autres le pétrole. Le protectionnisme et les politiques d'exclusion, comme on l'a vu dans la gestion de la main-d'œuvre immigrée, ont accentué les inégalités et réduit la croissance de l'ensemble de la région.
- 73 Il n'est pas douteux qu'une autre politique est possible. Bien que l'intégration européenne ne soit pas actuellement un exemple très convaincant, le Moyen-Orient pourrait tout de même s'en inspirer, tant sa situation actuelle est en deçà de celle de l'Europe des années 1950. Il ne s'agirait même pas de partager la gestion du pétrole et du gaz comme l'a fait la CECA avec le charbon et l'acier.
- 74 La mise au point d'un mécanisme de règlement pacifique des conflits serait un premier progrès important. C'est un avantage un peu oublié de l'UE que d'interdire aux États membres de vider leurs querelles ailleurs que dans les salles capitonnées du Conseil

européen à Bruxelles. Il serait bien utile d'avoir, au Caire ou dans une autre ville, une institution en mesure de jouer un rôle équivalent.

- 75 Un espace Schengen moyen-oriental n'étant pas pour demain et en attendant des mesures d'intégration économique plus substantielles, les pays de la région pourraient au moins s'accorder sur un code de bonne conduite et de non-discrimination qui supprime les obstacles inutiles à la circulation des biens et des personnes.
- 76 La coopération technique, particulièrement souhaitable pour assurer une utilisation optimale des eaux et rationaliser la construction et la gestion des grandes infrastructures, pourrait s'engager en coordonnant les grandes opérations d'aménagement du territoire. Il faudrait pour cela un peu d'« hydro-diplomatie », comme a commencé à le faire le Conseil mondial de l'eau⁴¹ et une « pétro-diplomatie » d'une autre nature que celle pratiquée par les monarchies du Golfe, pour aboutir à la signature de traités et à la mise au point d'organismes techniques transnationaux, afin de gérer les eaux et les infrastructures en fonction de l'intérêt commun.
- 77 L'administration Obama a tenté de vendre à ses alliés européens et aux pays arabes le modèle turc en tant que « source d'inspiration ». Les habitants du Moyen-Orient ne partagent pas cette illusion, les islamistes au pouvoir ayant multiplié les conflits au lieu de les résoudre⁴². Non seulement les artisans du « printemps arabe » doivent construire des démocraties, mais il leur faut aussi se doter d'un programme d'action en politique étrangère qui développe l'intégration régionale.

BIBLIOGRAPHIE

- Agence internationale de l'Energie, 2012. *Iraq Energy outlook*. Paris, 142 p.
- Empty towers, Riyadh new financial district. *The Economist*, 11 mai 2013, p. 70
- Foucher M., 1991. *Fronts et frontières*. Fayard, Paris, 691 p.
- Lamaddalena N., 2006. *La disponibilité de l'eau dans les pays méditerranéens*. CIHEAM, Bari, 22 p.
- Majzoub T., 1994. *Les Fleuves du Moyen-Orient, situation et prospective juridico-politiques*. L'Harmattan, Paris, 271 p.
- Obaid N., 2013. *The Long Hot Arab Summer : Viability of the Nation State System in the Arab World*. Harvard Kennedy School, 26 p.
- OMC. *Rapport sur le commerce mondial en 2012*.
- PNUD, 2012. *Mapping of Climate Change Threats and Human Development Impacts in the Arab Region*. Arab Human Development Report, Research Paper Series, Balgis Osman Elasha, UNDP, New York, 51 p.
- World Bank. *MENA Development Reports*. The World Bank, Washington DC.
- Yerasimos S., 1986. Comment furent tracées les frontières actuelles au Proche-Orient. *Hérodote*, n°41, p. 123-160.

NOTES

1. Même quand ces pays ont été gouvernés par des partis panarabes, comme ce fut le cas de la Syrie et l'Irak baasistes à partir de 1963.
2. Au Soudan, les statistiques internationales n'ont pas encore tiré toutes les conséquences de la partition effectuée en 2011 entre le Nord et le Sud.
3. *MENA Development Reports*. The World Bank, Washington DC.
4. *Rapports arabes sur le développement humain*. PNUD, Bureau Régional pour les États arabes, UN plaza New York 10017 USA.
5. La Somalie, Djibouti et les Comores sont membres de la Ligue sans être arabophones et la Mauritanie est souvent regroupée avec les autres pays de l'Afrique sub-saharienne.
6. Arab Human Development Report, Research Paper Series : *Mapping of Climate Change Threats and Human Development Impacts in the Arab Region* Balgis Osman Elasha, UNDP, New York 2012, 51 p.
7. Au-dessous du seuil le plus couramment admis pour la culture des céréales, 400 mm d'eau par an.
8. Les disponibilités en eau douce, sont calculées par la FAO qui les publie dans son rapport sur *La situation mondiale de l'Alimentation et de l'Agriculture*. Chaque jour, le cycle hydrologique renouvelle les ressources mondiales en eau douce par évaporation et précipitation. Les précipitations annuelles moyennes que reçoivent les terres émergées s'élèvent à 110 000 km³, mais environ 70 000 km³ de cette eau s'évaporent avant de revenir à la mer. Les 40 000 restants sont potentiellement disponibles pour l'utilisation humaine (usages domestiques, agricoles ou industriels). C'est à partir de ce total que sont calculées les moyennes par pays indiquées dans cet article. Les données concernant les fleuves reposent sur des observations directes.
9. À partir de mesures proposées par l'*International Law association* (dites *Helsinki rules*) en 1966, cette convention (*UN Watercourses convention*) est un code de bonne conduite pour une utilisation pacifique des eaux dans les bassins fluviaux transnationaux. Elle n'est pas encore entrée en vigueur et ne prévoit pas de sanction en cas de violation.
10. Ancien *sandjak* d'Alexandrette, cédé par la France, alors puissance mandataire, à la Turquie en 1939.
11. GAP : *Projet de l'Anatolie du sud-est*, grand programme d'aménagement et de développement de l'irrigation pour les cours supérieurs du Tigre et de l'Euphrate.
12. Les dirigeants turcs font le parallèle avec le pétrole : « *Nous ne vous demandons pas de partager votre pétrole, ne nous demandez pas de partager notre eau* » (Süleyman Demirel, né en 1924, ancien Premier Ministre, puis Président de la République). En appliquant ce raisonnement au Nil, l'Éthiopie, qui contrôle la source principale aurait 80 % des eaux et l'Égypte n'aurait rien.
13. « *The share of consumption of the riparian states should be determined in accordance to the waters created within their own boundaries* ».
14. Conseil de coopération du Golfe : l'Arabie saoudite, le Kuwait, Bahrein, Qatar, les Émirats et l'Oman.
15. Le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) est un institut indépendant qui publie notamment une évaluation annuelle des dépenses militaires par pays.
16. En 2010-2011, la Turquie est passée de receveur net d'APD (1 047 M\$ reçus en 2010, 839 en 2011) à celui de donateur net : 967 M\$ en 2010, 1 273 en 2011 (OCDE statistiques du CAD).
17. Les migrants font financer par des membres de leur famille leurs dépenses locales dans leur pays d'origine. En contrepartie, ils financent les voyages ou les achats de produits importés de ces derniers.
18. En termes budgétaires, ce modèle a survécu grâce à la forte croissance des prix du pétrole. Pour se maintenir, il lui faut un prix élevé du baril de pétrole : 85 \$ dans les émirats, 115 en Arabie saoudite. S'il descend au-dessous de ces chiffres, il faudra réduire le train de vie de l'État

(avec des risques évidents de contestation sociale) ou s'endetter massivement et de manière malsaine, puisqu'il faudra solder des dépenses de fonctionnement.

19. Qui avait 682 000 immigrés en 2010 d'après l'OIT.

20. Les expulsions de Yéménites ont repris en avril 2013 à la suite d'un changement de législation en Arabie.

21. Définie en 1921 par un accord franco-turc, la frontière syro-turque n'a pas de signification géographique. Elle suit sur près de 400 km le chemin de fer de Bagdad (on ne disposait d'aucune limite naturelle). C'est le seul cas d'une aussi longue frontière basée sur le tracé d'une voie ferrée.

22. La Convention des Nations unies sur la Loi de la Mer (en anglais UNCLOS) définit les droits et les responsabilités des nations dans leur utilisation des océans. Elle établit des règles pour les activités économiques maritimes, la protection de l'environnement et la gestion des ressources maritimes. En octobre 2012, l'UE et 164 pays avaient signé la Convention.

23. Ligne de démarcation tracée par les Nations unies à la suite de l'invasion turque.

24. Contraire aux règles de l'OMC, inefficace contre Israël et n'ayant apporté aucun avantage aux pays arabes, le boycott est encore pratiqué par plusieurs pays de manière non officielle (rapport de l'US Trade Department, *Foreign Trade Barriers*).

25. Avec une moyenne des droits de douane à 11 %, ce qui n'était pas beaucoup pour l'époque. Le traité de Lausanne les avait limités à 13 % jusqu'en 1929.

26. Suivant la Chambre de Commerce du Conseil de coopération du Golfe, qui attribue cette faiblesse à des complications administratives.

27. À la demande de ses pays méditerranéens et face aux demandes d'adhésion des pays d'Europe centrale, l'UE a décidé de relancer sa politique méditerranéenne afin de faire contrepoids. Cette relance a été actée au sommet de Barcelone, sous présidence espagnole en 1995.

28. PSEM : Pays du Sud et de l'Est méditerranéen.

29. Faute de relief, le barrage de Tabqa en Syrie ne peut stocker que 9 km³, alors que les barrages turcs pourront en garder 47,6 km³.

30. Par exemple le barrage de Tabqa devait irriguer 650 000 ha. 40 ans après la mise en eau du barrage, 208 000 ha seulement le sont effectivement.

31. Turgut Özal (1927-1993), homme politique turc, Premier Ministre, puis Président de la République.

32. Le débit (500 à 600 m³/s) donne un apport d'eau annuel cumulé du Ceyhan et du Seyhan de 39,17 km³, dont 23,07 sont utilisés et 16,1 inexploités.

33. Le *Transarabian pipeline* (TAPLINE), mis en service en 1950 pour évacuer le pétrole saoudien par le port libanais de Zahrani, est fermé depuis 1967, parce qu'il traverse le Golan occupé par Israël.

34. Dans un ensemble de 83 000 km² d'après l'*US Geological Survey*.

35. *Tamar*, entré en production en avril 2013, aurait 244 milliards de m³ de réserves. *Leviathan* serait plus important encore (470 milliards de m³, en cours de réévaluation).

36. Il faut déjà de 3,5 à 4 milliards de \$ pour mettre le gisement en exploitation (il est à 1 689 m sous le niveau de la mer). L'usine de liquéfaction, qui servirait aussi à exporter le gaz israélien, coûterait 8 milliards de \$.

37. Les gazoducs européens de GAZPROM ont une capacité d'exportation de 250 milliards de m³ pour un trafic effectif de 140 à 150 milliards de m³ (*Eurasia Daily Monitor Volume*, 19 avril 2013).

38. Ce fut le cas de l'Égypte (1881-1936), et des territoires sous mandat (Irak, Syrie, Liban, Palestine et Transjordanie) entre les deux guerres (1920-1946). À l'exception d'Aden (1837-1968), les monarchies du Golfe n'ont eu à subir qu'un protectorat qui leur a laissé une grande marge d'action dans la gestion de leurs affaires intérieures.

39. Quand les puissances maintenaient sous tutelle l'Empire ottoman, « *homme malade de l'Europe* ».

40. La rivalité entre l'Angleterre et la Russie pendant la plus grande partie du 19^e siècle.

41. Le Conseil mondial de l'eau est une plate-forme multilatérale créée en 1996 à l'initiative des organisations internationales et des spécialistes du secteur de l'eau, dans l'intention de résoudre les problèmes liés à l'eau qui préoccupent, de manière croissante, la communauté internationale. Y sont représentés la Ligue arabe et des autorités de gestion de l'eau de plusieurs pays du Moyen-Orient (Turquie, Egypte, Irak, Arabie saoudite).

42. Ainsi la Turquie a ajouté à ses conflits non résolus avec la Grèce, Chypre et l'Arménie des tensions avec Israël, l'Irak et la Syrie.

INDEX

Thèmes : Sur le Champ - Sur le Terrain

AUTEUR

JEAN-FRANÇOIS DREVET

Jean-François Drevet, jf.drevet@yahoo.fr, est ancien fonctionnaire européen. Les propos exprimés ici n'engagent que leur auteur.